

Jean-François Husson, sénateur LR, rapporteur de la commission des finances

« La France a besoin d'un budget de combat »

VIGIE Sous la houlette de son président Gérard Larcher, le Sénat prépare sa propre contribution au budget, et appelle le gouvernement à ne pas « mollir »

INTERVIEW



Le gouvernement a évoqué de nombreuses pistes pour économiser 40 milliards d'euros dans le budget 2026. Redoutez-vous la tentation d'une hausse de la fiscalité ?

Je le crains. Il faut se calmer avec les impôts. On a déjà le niveau de prélèvements obligatoires le plus élevé d'Europe. Le concours Lépine de la fiscalité, ça suffit ! C'est pourquoi, au Sénat, nous avons décidé de réaliser l'exercice le plus difficile : identifier les économies possibles sur le budget de l'État et sur les dépenses sociales. Dans ce cadre-là, l'hypothèse d'une année blanche [gel des dépenses de l'État, NDLR] est à regarder de près. Alors, évidemment, ça n'est pas une réforme structurelle. Mais à défaut de majorité solide à l'Assemblée nationale, cela peut être une solution pour refroidir le moteur.

Quelles dépenses seraient concernées ?

Les prestations sociales et les dépenses de l'État. Pour que ça marche, il faut que la portée soit la plus générale possible, que ça s'inscrive dans le cadre de l'effort collectif. Plus personne ne doit penser que seul le voisin sera concerné, sinon, nous ne gagnons jamais l'adhésion des Français.

Donc, pour prendre un exemple, il faut désindexer les retraites, les allocations familiales mais aussi l'impôt sur le revenu ?

Tout doit être envisagé, oui. Plus l'effort sera partagé, mieux ce sera. Malheureusement, la situation budgétaire ne nous laisse pas le choix.

Depuis quelques jours, Bercy reçoit les ministres pour évoquer les enveloppes budgétaires pour 2026. Or, tous les ministres veulent préserver leur budget...

Il faut une règle claire. À l'exception de celle du ministère des

Armées, toutes les enveloppes budgétaires doivent être en baisse. En tout cas, il faut tout faire pour aller dans cette direction. C'est la même chose pour l'effort de 40 milliards. François Bayrou a fixé un cap, il ne faut pas mollir.

Ce travail mené au Sénat, c'est justement pour aider le gouvernement à tenir cet objectif ?

Oui, la situation des finances publiques est trop grave pour que chacun se regarde le nombril. Il faut jouer collectif.

La gauche et le Rassemblement national sont-ils dans cet état d'esprit ?

Bien sûr que non ! Il y a cette tentation de laisser pourrir la situation pour ramasser la mise en 2027. Je pense que c'est une attitude dangereuse, notamment parce que si la situation se dégrade encore plus ce sont les

plus modestes qui vont trinquer en premier. Je pense qu'on doit avoir une attention plus importante à l'endroit de ceux qui ont moins de revenus, qui sont plus dans la difficulté.

Matignon a demandé aux ministres d'arrêter les ballons d'essai. Or, les initiatives personnelles ressurgissent. On l'a vu avec Amélie de Montchalin, qui n'exclut pas de raboter le crédit d'impôt pour l'emploi à domicile...

Jusqu'à preuve du contraire, il y a un chef qui est à Matignon. Quand le Premier ministre décide, le gouvernement doit suivre. Il faut parler peu et que la parole soit mesurée et organisée. Tous les membres du gouvernement doivent se mettre au service du redressement des comptes publics. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR BARTHÉLÉMY PHILIPPE